Doutes allemands autour de l'intégration des réfugiés sur le marché du travail

21/10/2015 à 13h56



L'arrivée de centaines de migrants est-elle une chance pour l'économie allemande confrontée à une démographie en berne? Ou y a-t-il catastrophe en vue pour les systèmes sociaux ? Le débat fait rage en Allemagne, alors que le pays attend près d'un million de réfugiés pour 2015.

Rainer Wiening est engagé aux côtés des réfugiés depuis la première heure. «Je voulais à tout prix donner une chance à un réfugié et en embaucher un dans mon entreprise», explique cet artisan électricien de Norderstedt, petite ville au nord de Hambourg. Par le biais d'une organisation humanitaire, il entre en contact avec un jeune Erythréen. «Il était d'accord, et prêt à en découdre. Mais il ne parlait pas un mot d'allemand. Je ne peux pas imposer ça à mes garçons dans l'équipe. Sur un chantier, on travaille sous pression.

Quelqu'un qui ne comprend pas ce qu'on lui dit, c'est trop de stress.» La désillusion de cet artisan est symptomatique de l'évolution du débat en Allemagne autour de la difficulté à intégrer les réfugiés sur le marché du travail.

Le pays attend entre 800 000 et un million de réfugiés cette année. Chance pour une économie menacée par sa démographie en berne ou catastrophe en vue pour les systèmes sociaux? Le débat fait rage dans le pays. Fait inhabituel, le patronat se déchire même ouvertement sur la question. Le président de la Fédération patronale du bâtiment, Michael Knipper, vient d'adresser une lettre ouverte au directeur général de la puissante fédération de l'Industrie BDI, l'accusant de propager une vision «naïve» des conséquences de l'arrivée massive de migrants pour le marché du travail. […]

Michael Knipper se base sur les prises de parole récentes de deux économistes de renom, Hans-Werner Sinn, le patron de l'institut Ifo de Munich, et Bernd Raffelüschen, professeur d'économie à l'Université de Fribourg dans le sud-ouest du pays. Le premier considère que l'intégration des réfugiés sur le marché du travail ne sera pas possible sans revenir sur le salaire minimum, du fait de leur trop faible productivité. Le second estime pour sa part que les réfugiés resteront à la charge du système de protection sociale. «La plupart ne pourront cotiser le nombre d'années nécessaires pour toucher une retraite complète, et risquent de grossir les rangs de ces retraités qui vivent des prestations sociales.» Et de prédire une augmentation des cotisations sociales et des impôts. […]

Le Temps

Merci à **GastonIV**